

HOLUFI S.A.

Société Anonyme

Siège social : 3A, Boulevard du Prince Henri

L-1724 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg : B 156.288

Capital social: EUR 33.768.100

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Du 21 décembre 2016 2016

Me SCHAEFFER - Numéro 2926/2016

L'an deux mil seize, le vingt-et-un décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée « **HOLUFI S.A.** », ayant son siège social au 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 19 octobre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2619 du 30 novembre 2010. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 8 janvier 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 300 du 5 février 2015.

La Société a un capital social actuel de trente-trois millions sept cent soixante-huit mille cents euros (33.768.100.- EUR), représenté par trois cent trente-sept mille six cent quatre-vingt-une (337.681) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune.

L'assemblée est présidée par Madame Sandrine ORTWERTH, employée privée, demeurant professionnellement au 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, employée privée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Sandrine ORTWERTH, prénommée.

Ensuite Madame le Président déclare et prie le notaire d'acter :

I. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit :

ORDRE DU JOUR

1. Remplacement des trois cent trente-sept mille six cent quatre-vingt-une (337.681) actions ordinaires par :

- une (1) action de classe A à attribuer à l'actionnaire actuel ; et
- trois cent trente-sept mille six cent quatre-vingts (337.680) actions de classe B à attribuer à l'actionnaire actuel ;

2. Modification des livres et registres de la Société afin de refléter le changement ci-dessus et délégation de pouvoirs ;

3. Ajouter dans les statuts la possibilité de créer deux (2) classes d'Administrateurs dans le Conseil d'Administration, à savoir des Administrateurs de classe A (nommés sur proposition de l'actionnaire A) et des Administrateurs de classe B (nommés sur proposition des actionnaires B) ;

4. Composition d'un nouveau Conseil d'Administration comme suit :

a) Nomination en tant qu'Administrateurs de classe A :

- **Etienne GILLET** demeurant au 3A, Boulevard du Prince Henri, I-1724 LUXEMBOURG ; et
- **Laurent JACQUEMART** demeurant au 3A, Boulevard du Prince Henri, I-1724 LUXEMBOURG

b) Nomination en tant qu'Administrateur de classe B :

Eugenio RODRIGUES demeurant au 3A, Boulevard du Prince Henri, I-1724 LUXEMBOURG ;

leur mandat venant à échéance à l'issue de l'assemblée générale à tenir en 2022;

5. Ajout d'une clause de démembrement et de droit de préemption dans les statuts ;

6. Modification des modalités de vote en cas de modification des statuts de la Société ;

7. Modification et refonte complète des statuts de la Société sans pour autant changer, ni l'objet, ni la durée, ni le montant du capital social, ni l'exercice social, ni la date de la tenue de l'assemblée générale annuelle, de sorte qu'ils aient désormais la teneur suivante :

« DENOMINATION – SIEGE - OBJET – DUREE

Article 1. Dénomination

La société est dénommée **HOLUFI S.A.** (la « **Société** »).

La Société est une société anonyme, régie par les présents statuts et leurs modifications ultérieures (les « **Statuts** ») et par les lois

luxembourgeoises actuellement en vigueur (la « **Loi** »), dont notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Article 2. Siège Social

Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la ville de Luxembourg par décision du conseil d'administration de la Société (le « **Conseil** ») et en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire.

Le Conseil pourra ouvrir des bureaux ou succursales, sous forme d'établissement permanent ou non, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Article 3. Objet social

La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société a également pour objet toutes opérations immobilières comprenant notamment l'achat, la vente, la mise en valeur, la transformation, l'exploitation et la prise en location de toutes propriétés au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger, l'énumération ci-dessus étant énonciative et non limitative.

La société peut réaliser son objet soit seule, soit en participation avec des tiers, soit par des souscriptions ou des achats de titres ou de toute autre manière.

Elle pourra effectuer tous placements immobiliers ou mobiliers, contracter tous emprunts avec ou sans affectation hypothécaire.

Article 4. Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.

CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Article 5. Capital social

Le capital social est fixé à trente-trois millions sept cent soixante-huit mille cent euros (33.768.100.- EUR), représenté par trois cent trente-sept mille six cent quatre-vingt-une (337.681) actions disposant des mêmes droits et obligations, dont

- une (1) action de la classe A (« **Action A** ») ; et
- trois cent trente-sept mille six cent quatre-vingts (337.680)

actions de la classe B (« **Actions B** »),

d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées (collectivement les « **Actions** »).

Les propriétaires d'Actions A sont désignés « **Actionnaires A** », les propriétaires d'Actions B « **Actionnaires B** » et collectivement les « **Actionnaires** ».

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Article 6. Actions

Les Actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action.

En cas de démembrement de la propriété d'une Action, les droits respectifs du nu-propriétaire et de l'usufruitier s'exercent conformément aux Statuts.

Les Actions sont et resteront nominatives.

La propriété des Actions s'établit par une inscription sur un registre tenu par le Conseil, le « **Registre** ».

En cas de démembrement de la propriété des Actions, les inscriptions dans le Registre mentionneront la qualité respective d'usufruitier et de nu-propriétaire.

Des certificats constatant les inscriptions peuvent être délivrés aux actionnaires.

Cession – préemption :

Les cessions d'actions doivent être approuvées par la majorité des $\frac{3}{4}$ dans chaque classe d'actions.

Un Actionnaire qui désire céder une ou plusieurs de ses Actions doit notifier son intention par lettre recommandée au Président du Conseil ou à l'Administrateur unique, qui immédiatement, et au plus tard dans les dix (10) jours de la réception de la notification, communiquera par lettre recommandée une copie de la notification à tous les autres Actionnaires. La notification de l'Actionnaire au Président du Conseil doit spécifier le nombre d'actions qui doivent être transférées, l'identité du cessionnaire,

le prix et les conditions de vente envisagés. Cette notification doit également contenir l'offre irrévocable, après l'expiration des délais ci-après mentionnés, pour transférer les actions offertes aux autres actionnaires, au pro rata, pour le prix spécifié par action dans la notification.

Les autres Actionnaires bénéficieront d'un droit de préemption au pro rata sur les Actions à céder.

Les Actionnaires qui désirent exercer leur droit de préemption doivent notifier leur acceptation de l'offre précitée, par lettre recommandée dans les 30 (trente) jours à partir de la communication de la notification par le Président du Conseil à tous les autres Actionnaires ainsi qu'à l'Actionnaire cédant aux adresses indiquées dans le registre des actionnaires, précisant le nombre d'actions à acquérir au prix d'achat par action spécifié dans la notification. Si plusieurs Actionnaires sont intéressés par l'acquisition des Actions et si la demande est plus importante que l'offre, les Actions seront distribuées aux Actionnaires acquéreurs au pro rata de leur participation respective dans la Société.

Au cas où un ou plusieurs Actionnaires n'auraient pas notifié leur acceptation de l'offre dans le délai de trente (30) jours mentionné ci-dessus, les Actionnaires restants disposeront d'un délai supplémentaire de quinze (15) jours pour notifier leur acceptation de l'offre restante.

Une fois le délai de trente (30) jours et le délai de quinze (15) jours écoulés sans qu'aucune intention d'acquérir les actions de la part d'aucun des Actionnaires n'ait été connue, les Actions seront transférables à la personne indiquée dans la notification initiale, aux conditions fixées par cette dernière et sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale. Si l'Assemblée Générale n'agrée pas le cessionnaire proposé, la société devra racheter ses propres actions au prix spécifié dans la notification.

Agrément

Tout transfert de la propriété économique et/ou juridique d'Actions à une personne physique ou morale qui n'est pas déjà Actionnaire doit en outre être approuvé par une Assemblée Générale d'Agrément statuant à des conditions spéciales de présence et de majorité, dans chaque classe d'actions, comme indiqué ci-dessous.

Sanction

Toute cession entre vifs d'Action qui n'a pas respecté la procédure ci-avant déterminée est nulle et ne peut être rendue opposable ou exécutoire envers quiconque. Dans un pareil cas, le Conseil n'est pas autorisé à inscrire au registre des actionnaires de la Société les

cessionnaires comme de nouveaux actionnaires et toute inscription est réputée nulle et non avenue.

Inscription de la cession

Toute cession d'Action effectuée en conformité avec les Statuts s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le Registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires. Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre toute cession qui serait constatée par une correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La mutation des Actions en cas de décès est valablement faite à l'égard de la Société, s'il n'y a opposition, sur la production de l'acte de décès, du certificat d'inscription et d'un acte de notoriété établi par le juge de paix ou par un notaire.

Rachat

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi et les Statuts. Lorsque les Actions sont rachetées, les Actions sont immédiatement traitées comme si elles sont annulées et jusqu'à leur annulation effective, tous les droits rattachés à ces actions, y compris sans limitation les droits de vote et les droits aux distributions de quelque nature que ce soit sont suspendus.

ADMINISTRATION

Article 7. Conseil

Composition

La Société est gérée par un Conseil composé au minimum de deux (2) administrateurs de classe A (**les Administrateurs de Classe A** et individuellement **un Administrateur de Classe A**) et au minimum un (1) administrateur de classe B (**les Administrateurs de Classe B** et individuellement **un Administrateur de Classe B**). Toutefois, lorsque toutes les Actions sont détenues par un actionnaire unique, le Conseil peut se composer d'un seul administrateur dans les conditions prévues par la Loi. Un administrateur ne doit pas obligatoirement être Actionnaire de la Société.

L'Assemblée Générale nomme les administrateurs et fixe leur rémunération.

Elle fixe la durée de leur mandat, qui n'excédera pas six (6) années, le renouvelle éventuellement et peut le révoquer à tout moment et ad nutum.

Les Administrateurs de Classe A sont choisis sur proposition des Actionnaires A et les Administrateurs de Classe B sont choisis sur proposition des Actionnaires B.

Le renouvellement des mandats et leur révocation s'effectuera également sur propositions des Actionnaires des classes respectivement concernées.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants n'ont pas le droit d'y pourvoir provisoirement, mais doivent convoquer dans les délais les plus brefs une assemblée générale ayant à son ordre du jour la nomination d'un administrateur de la même classe que le poste laissé vacant.

Pouvoirs

Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de l'objet social de la Société et engager celle-ci vis-à-vis des tiers. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale des Actionnaires seront de la compétence du Conseil.

La gestion journalière des affaires de la société ne peut être déléguée qu'à un Administrateur de Classe A.

Comptes courants

A la demande écrite et expresse de tout Actionnaire, le Conseil peut lui ouvrir dans les livres de la Société un compte courant particulier sur lequel figureront les sommes versées par cet Actionnaire à la Société et les montants qui lui seraient dus par elle et laissés à sa disposition.

Le remboursement total ou partiel des comptes courants particuliers est subordonné et ne pourra être décidé que par le Conseil, aux conditions prévues à l'article 8 des Statuts.

Représentation

Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée en toutes circonstances dans le cas d'un administrateur unique, par la seule signature de l'administrateur unique, et dans le cas de plusieurs administrateurs, par les signatures conjointes de deux Administrateurs de classe A ou d'un Administrateur de Classe A et d'un Administrateur de Classe B.

Le délégué à la gestion journalière des affaires de la Société représente celle-ci sous sa signature individuelle, mais uniquement en ce qui concerne cette gestion.

Le Conseil peut mandater toute personne pour exécuter des tâches spécifiques et représenter la Société dans les limites fixées.

Article 8. Procédure

Le Conseil désignera parmi ses membres, qui sera obligatoirement un Administrateur de Classe B, un président (le « **Président** ») sans voix prépondérante. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil. En cas d'absence du Président, le Conseil sera présidé par un

administrateur présent et nommé à cet effet. Le Conseil peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement administrateur, qui sera responsable de la conservation des procès-verbaux des réunions du Conseil ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le Conseil.

Le Conseil se réunira suite à la convocation faite par un administrateur.

Pour chaque réunion du Conseil, des convocations devront être établies et envoyées à chaque administrateur au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès-verbal de la réunion du Conseil.

Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des affaires à traiter.

Les convocations peuvent être faites aux administrateurs oralement, par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque administrateur peut renoncer à cette convocation par écrit, par téléfax, email, moyens électroniques et tous autres modes de communication appropriés.

Les réunions du Conseil se tiendront valablement sans convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du Conseil tenues à l'heure et au lieu précisés précédemment lors d'une résolution du Conseil.

Chaque administrateur peut prendre part aux réunions du Conseil en désignant par écrit, par téléfax, email ou tout moyen électronique un autre administrateur pour le représenter.

Un administrateur peut représenter plusieurs autres administrateurs.

Le Conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée et comprend au moins un Administrateur A et un Administrateur B.

Les administrateurs peuvent assister à une réunion du Conseil par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant leur identification et leur participation permanente aux délibérations contradictoires. Une réunion du Conseil tenue de la sorte est réputée équivalente à une présence physique à la réunion tenue au siège social.

Les décisions du Conseil sont adoptées à la majorité des Administrateurs participant à la réunion ou qui y sont valablement représentés.

Les délibérations du Conseil sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou, si cela est applicable, par son remplaçant ou par deux directeurs présents à l'assemblée. Les procurations resteront annexées au procès-verbal. Toute copie ou extrait de ce procès-verbal sera signé par le président ou deux directeurs.

En cas d'urgence, une résolution écrite approuvée et signée par tous les administrateurs, dite circulaire, aura le même effet qu'une résolution prise lors d'une réunion du Conseil. Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire fax, emails ou tout autre moyen de communication approprié.

Lorsque le Conseil est composé d'un Administrateur unique, celui-ci prend seul les décisions et les consigne par écrit.

Article 9. Responsabilité des administrateurs

Un administrateur ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société ; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

ASSEMBLEES GENERALES

Article 10. Assemblées générales des Actionnaires

10.1. Types d'assemblées, convocations, quorum et procédures de vote

(i) Les résolutions des Actionnaires sont adoptées en Assemblées Générales.

(ii) L'Assemblée Générale Annuelle se réunit chaque année pour délibérer sur l'approbation des comptes annuels et décider l'affectation des résultats.

(iii) L'Assemblée Générale Extraordinaire a pour objet la modification des statuts, le changement de la nationalité de la société ou l'augmentation des engagements des Actionnaires.

(iv) L'Assemblée Générale d'Agrément a pour objet l'approbation de tout transfert de la propriété économique et/ou juridique d'Actions à une personne physique ou morale qui n'est pas déjà Actionnaire.

(v) Les autres assemblées sont des Assemblées Générales Ordinaires.

(vi) Toutes les Assemblées Générales sont convoquées par lettre recommandée et courrier électronique adressés aux actionnaires, par le Conseil ou par le commissaire, à leur initiative ou sur requête d'actionnaires représentant le dixième du capital social.

(vii) L'Assemblée Générale Annuelle se tient au siège social de la Société le deuxième mardi du mois de juin de chaque année à 15.00 heures. Si ce jour est férié, l'Assemblée Générale se tient le prochain jour ouvrable à la même heure.

(viii) Toute autre assemblée générale des actionnaires se tient au lieu, à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

(ix) Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans qu'il doive être justifié d'une convocation préalable.

(x) Tout Actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit un mandataire qui ne doit pas nécessairement être Actionnaire.

(xi) Les Assemblées Générales délibèrent aux conditions de quorum et de majorité suivantes :

- Lors d'une Assemblée Générale Annuelle ou Ordinaire, les décisions sont prises à la majorité simple (plus de la moitié) des votes valablement exprimés à l'assemblée, sans tenir compte des voix attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

- Lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire, les statuts ne peuvent être modifiés que par un acte notarié, si un quorum de présence de la moitié du capital social est atteint, que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées et que les propositions sont adoptées par la majorité des $\frac{3}{4}$ des votes dans chaque classe d'actions, valablement exprimés à l'assemblée, sans tenir compte des voix attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul. Si le quorum de présence n'est pas atteint, une nouvelle assemblée peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Le changement de la nationalité de la Société ainsi que l'augmentation des engagements des Actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Associés et des obligataires éventuels.

- Lors d'une Assemblée Générale d'Agrément, l'approbation est décidée aux conditions requises pour les Assemblées Générales

Extraordinaires, à l'exception de la forme de l'acte qui n'est pas obligatoirement notariée.

- En outre, les quorums de majorité et de vote applicables doivent, pour chaque résolution, être obtenus dans chacune des classes d'Actions, A et B respectivement. A défaut de vote favorable valablement émis par une classe d'Actions, une proposition n'est pas valablement prise.

10.2. Pouvoirs et droits de vote

(i) Chaque Action donne droit à une (1) voix.

(ii) En cas de démembrement de la propriété des Actions, le droit de vote dans les Assemblées Générales Annuelles et Ordinaires est exercé par l'usufruitier et le droit de vote dans les Assemblées Générales Extraordinaire est exercé par le nu-propriétaire exclusivement.

(iii) Si un Actionnaire est mineur d'âge, il est représenté pour l'exercice des droits attachés aux Actions qu'il possède, dont le droit de vote, par son parent lui-même Actionnaire. Si les deux parents sont Actionnaires, le mineur sera représenté par le parent Actionnaire depuis le plus long temps. Si aucun des parents n'est Actionnaire, l'exercice de l'autorité parentale est réglé par la loi applicable au mineur.

Art. 11. Actionnaire unique

Lorsque la Société ne compte plus qu'un Actionnaire unique, celui-ci exerce seul tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale et consigne par écrit ses résolutions.

Toute référence dans les Statuts à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique.

EXERCICE SOCIAL – BILAN

Article 12. Exercice social et approbation des comptes annuels

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'Assemblée Générale Ordinaire au commissaire ou, selon le cas, au réviseur d'entreprises.

SURVEILLANCE DE LA SOCIETE

Article 13. Commissaires

La surveillance de la société sera confiée à un commissaire, qui ne doit pas être nécessairement Actionnaire. Le commissaire est nommé par l'Assemblée Générale, qui fixe sa rémunération éventuelle et peut le révoquer à tout moment.

La durée d'un mandat du commissaire n'excède pas six (6) ans, mais est renouvelable.

Si la Loi l'exige ou si la Société décide de supprimer l'institution de commissaire, le contrôle des comptes annuels peut être confié à un réviseur d'entreprises agréé nommé par l'Assemblée Générale pour un mandat renouvelable.

AFFECTATIONS - DISTRIBUTIONS

Article 14.Affectation des bénéfices

Des bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve requise par la Loi. Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant, mais devront être repris si la réserve légale devient inférieure à ce montant.

Le solde est à la disposition de l'Assemblée Générale. Au cas où l'action est détenue en usufruit et en nue-propriété, les dividendes reviendront à l'usufruitier.

Le Conseil peut verser des acomptes sur dividendes.

L'Assemblée Générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Le compte de prime d'émission peut être distribué en tout ou en partie aux Actionnaires sur décision d'une Assemblée Générale Ordinaire.

DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 15.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider la dissolution de la Société et sa mise en liquidation volontaire.

Article 16.

La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Le liquidateur est autorisé à verser des acomptes sur boni de liquidation.

Après le paiement de toutes les dettes et charges de la Société et des frais de liquidation, le boni de liquidation net sera distribués aux Actionnaires.

Article 17.Dispositions générales

La loi luxembourgeoise relative aux sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts. »

8. Divers.

II. Que l'actionnaire unique présent ou représenté, le mandataire de l'actionnaire unique représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par l'actionnaire unique présent ou le mandataire de ce dernier ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Que la procuration de l'actionnaire unique représenté, après avoir été paraphée « *ne varietur* » par les comparants restera pareillement annexée aux présentes.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et l'actionnaire unique présent ou représenté déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV. Que la présente assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré demande au notaire d'acter les résolutions suivantes :

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'actionnaire unique décide de remplacer les trois cent trente-sept mille six cent quatre-vingt-une (337.681) actions ordinaires par :

- une (1) action de classe A à attribuer à l'actionnaire unique actuel ; et
- trois cent trente-sept mille six cent quatre-vingt (337.680) actions de classe B à attribuer à l'actionnaire unique actuel.

Les actions de classe A et les actions de Classe B disposent chacune des mêmes droits et obligations sous réserve de l'application des dispositions statutaires.

DEUXIEME RESOLUTION

L'actionnaire unique décide de modifier les livres et registres de la Société pour qu'ils reflètent la modification ci-dessus et de donner pouvoir et autorisation à tout administrateur de la Société, chacun agissant individuellement sous sa seule signature pour le compte de la Société, (i) de procéder à l'enregistrement dans le registre des actions de la Société de l'annulation des actions remplacées ci-dessus et de pourvoir aux formalités afférentes, (iii) de procéder à toutes formalités quelconques relatives aux résolutions contenues dans le présent acte.

TROISIEME RESOLUTION

L'actionnaire unique décide d'ajouter dans les statuts la possibilité de créer deux (2) classes d'Administrateurs dans le Conseil d'Administration, à savoir des Administrateurs de classe A (nommés sur proposition de l'actionnaire A) et des Administrateurs de classe B (nommés sur proposition des actionnaires B) dans le Conseil d'Administration.

QUATRIEME RESOLUTION

L'actionnaire unique décide d'utiliser de la possibilité lui offerte par la résolution précédente afin recomposer le conseil d'administration existant et d'attribuer des pouvoirs d'Administrateurs de classe A à certains des administrateurs existants et des pouvoirs d'Administrateurs de classe B aux autres administrateurs existants afin de dès lors composer un nouveau Conseil d'Administration comme suit :

a) sont nommés en tant qu'Administrateurs de classe A pour une période de six (6) ans jusqu'à l'assemblée générale annuelle de l'année 2022 :

- **Etienne GILLET** demeurant au 3A, Boulevard du Prince Henri, I-1724 LUXEMBOURG ; et
- **Laurent JACQUEMART** demeurant au 3A, Boulevard du Prince Henri, I-1724 LUXEMBOURG ;

b) est nommé en tant qu'Administrateur de classe B pour une période de six (6) ans jusqu'à l'assemblée générale annuelle de l'année 2022 :

Eugenio RODRIGUES demeurant au 3A, Boulevard du Prince Henri, I-1724 LUXEMBOURG

CINQUIEME RESOLUTION

L'actionnaire unique décide d'ajouter une clause de démembrement et de droit de préemption dans les statuts.

SIXIEME RESOLUTION

En conséquence de la création d'actions de classes différentes, l'actionnaire unique décide de modifier les modalités de vote en cas de modification des statuts de la Société.

SEPTIEME RESOLUTION

En conséquence de ce qui précède, l'actionnaire unique décide de modifier et de faire une refonte totale des statuts de la Société sans pour autant changer, ni l'objet, ni la durée, ni le montant du capital social, ni l'exercice social, ni la date de la tenue de l'assemblée générale annuelle, de sorte qu'ils aient désormais la tenue tels que repris dans l'ordre du jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Orthwerth, C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 28 décembre 2016.

Relation : 2LAC/2016/27623

Reçu soixante-quinze euros

EUR 75,-

Le receveur/signé/André MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à la demande de la prédite société,

sur papier libre, aux fins de publication au RESA

Luxembourg, le 6 janvier 2017